

Crise congolaise et mort de Lumumba dans la presse écrite sénégalaise des années 1960

Cheikh Ahmadou Tidiane Mané

Mise en ligne : décembre 2023

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2023.0505>

Résumé

Cette étude s'intéresse à la manière dont la presse quotidienne sénégalaise, *Paris-Dakar* et *Info-Sénégal*, ont rendu compte de la crise congolaise et de la mort de Patrice Lumumba. Elle débute à partir de l'arrestation du leader congolais et de ses compagnons le 2 décembre 1960 et se termine le 1^{er} avril 1961, date à laquelle *Paris-Dakar* publie son dernier numéro avant de devenir *Dakar-Matin*. À partir de ces deux quotidiens liés au pouvoir politique sénégalais, nous proposons de comprendre, à travers les contenus des articles, les commentaires des journalistes ou le courrier des lecteurs comment la mort de Lumumba est présentée au cours de cette courte période très fertile en événements. Plus largement, l'analyse de la mort de Lumumba à travers la presse sénégalaise, éclaire sur le positionnement du gouvernement sénégalais en termes de politique étrangère dès les premières années de son indépendance.

Mots-clés : Lumumba ; assassinat ; Sénégal ; presse ; *Paris-Dakar* ; *Info-Sénégal*

Congolese Crisis and death of Lumumba in the Senegalese print media of the 1960s

Abstract

This article focuses on the way Senegalese newspapers, *Paris-Dakar* and *Info-Sénégal* reported on the Congolese crisis and the death of Patrice Lumumba. It starts with the arrest of the Congolese leader and his companions on 2 December 1960 and ends on 1 April 1961 when *Paris-Dakar* published its last issue before becoming *Dakar-Matin*. Based on these two newspapers linked to the Senegalese political power and through examining the contents of their articles, journalists' comments and Letters to the Editor section, this article questions how the death of Lumumba was presented during this short yet eventful period. More broadly, the analysis of Lumumba's death through the Senegalese press sheds light on the positioning of the Senegalese government in terms of foreign policy as early as in the first years of the independence.

Keywords : Lumumba ; assassination ; Senegal ; press ; *Paris-Dakar* ; *Info-Sénégal*



Après « la longue nuit des despotismes coloniaux¹ », l'Afrique a dansé dans les années 1960, aux rythmes de la rumba *Indépendance tcha-tcha* de Grand Kallé². Le déclenchement de la crise congolaise en juillet 1960, quelques jours après l'indépendance du Congo le 30 juin de la même année, plonge les nouveaux États africains dans la *realpolitik* mondiale, marquée par l'affrontement entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. Le Congo, ex-colonie de la Belgique, fut l'un des terrains d'affrontement de ces deux blocs. La crise congolaise souligne l'impuissance du Premier ministre Patrice Lumumba face à l'émiettement du territoire congolais marqué par la scission de certaines provinces comme le Katanga ou le Kasai. Destitué par le président Joseph Kasa-Vubu le 5 septembre et mis en résidence surveillée à partir du 10 octobre, Lumumba prend la fuite le 27 novembre 1960 pour rallier Stanleyville (ville actuelle de Kisangani). Son « voyage triomphal³ » prend fin lors de sa capture le 2 décembre 1960. Le Congo devient alors le théâtre du premier grand drame de l'Afrique indépendante avec l'assassinat de son Premier ministre le 17 janvier 1961.

La mort de Lumumba, les raisons et les responsabilités invoquées pour expliquer son assassinat ont inspiré une littérature abondante⁴ mais rares sont les travaux qui se sont intéressés à la presse africaine pour analyser cette période importante de l'histoire du pays, et plus largement du continent⁵. Les médias, particulièrement dans les milieux occidentaux, ont participé à l'isolement du leader congolais en le diabolisant⁶. Les presses des pays afro-asiatiques et du bloc de l'Est ont développé quant à elles une autre image de Lumumba, encore peu analysée par la littérature scientifique, en participant à l'héroïsation de ce dernier. Cet article propose d'étudier la crise congolaise et la mort de Lumumba à travers la presse pro-gouvernementale sénégalaise afin de proposer une analyse renouvelée de ce moment charnière, au-delà d'une littérature qui s'est intéressée principalement aux réactions occidentales.

La littérature sur l'histoire de la presse au Sénégal souligne le lien entre politique (coloniale et post-coloniale) et organes de presse⁷. En 1958, un rapport du ministère de l'Information, de la Radiodiffusion et de la Presse dresse le panorama suivant : « 10 publications d'information générale, 5 publications gouvernementales ou paragouvernementales, 6 organes de partis politiques, 5 bulletins syndicaux, 7 bulletins d'associations privées, 15 publications confessionnelles et 7 journaux d'entreprises⁸ ». Dès 1960, la volonté d'organiser et de contrôler les médias par le gouvernement sénégalais entraîne, dès 1960, l'interdiction des titres de certains partis politiques de l'opposition et la réduction des titres d'information⁹.

¹ M'Bokolo Elikia (2000), « L'Afrique entre deux millénaires », *Journal des africanistes*, 70(1-2), p. 361.

² De son vrai nom Joseph Kabasele, Grand Kallé a fondé l'African Jazz en 1953. Compositeur, recruteur de talent et patron d'orchestre, il fut aussi secrétaire d'État à l'Information sous le magistère de Patrice Lumumba. Voir Bensingnor François (2020) « Hommage à Manu Dibango », *Hommes & Migrations*, vol. 1330(3), pp. 228-233.

³ Patrice Lumumba tient avec succès des meetings à différentes étapes de son voyage. Ce qui permet aux hommes de Mobutu de le localiser et de le capturer. Willame Jean-Claude (1990), *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, pp. 235-237.

⁴ De Vos Pierre (1961), *Vie et mort de Patrice Lumumba*, Paris, Calmann-Lévy; Van Lierde Jean (1963), *La pensée politique de Lumumba*, Paris, Présence africaine; Omasombo Jean Tshonda, Verhaegen Benoît (2005), *Patrice Lumumba, acteur politique : de la prison aux portes du pouvoir, juillet 1956-février 1960*, Paris, L'Harmattan. Certains ont imputé la mort du leader congolais aux nombreux ennemis qu'il s'était faits : Willame J.-C., *Patrice Lumumba, op. cit.* D'autres tentèrent de disculper la Belgique sur la mort de Lumumba : Brassinne Jacques (1990), « Enquête sur la mort de Patrice Lumumba », thèse de doctorat en sciences politiques, Université Libre de Bruxelles. Ludo de Witte dévoile la responsabilité de la Belgique, des États-Unis, de l'Onu dans la mort du leader congolais dans *L'assassinat de Patrice Lumumba*, Paris, Karthala publié en 1999.

⁵ Voir par exemple Galpin-Decaux Marie, « Lumumba, Mobutu et Tshombé à travers la presse française entre juillet 1960 et décembre 1965 : *Le Monde, Le Figaro, La Croix et L'Humanité* », mémoire de maîtrise en histoire contemporaine, Paris 1 Panthéon Sorbonne.

⁶ Ministère des Affaires Étrangères (AA), Archives africaines, ICB 1616, Commission de coordination de Bruxelles, Patrice Lumumba et la presse étrangère; Ramondy Karine (2020), *Leaders africains assassinés en Afrique centrale 1958-1961. Entre construction nationale et régulation des relations internationales*, Paris, L'Harmattan, pp. 173-200; Morue Brigitte (1980), « Lumumba à travers la presse belge », mémoire de journalisme, Université libre de Bruxelles.

⁷ Pasquier Roger (1962), « Les débuts de la presse au Sénégal », *Cahiers d'études africaines*, 2(7), pp. 477-490; Bouzerand Jacques (1967), « La presse écrite à Dakar : sa diffusion, son public », thèse de doctorat en sociologie, Université Cheikh Anta Diop; Barry Moustapha (2013), *Histoire des médias au Sénégal : de la colonisation à nos jours*, Paris, L'Harmattan; Sène Djégane (2017), *Histoire de la presse sénégalaise : des origines à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan.

⁸ Sow Mouhamadou Moustapha (2021), « Crise politique et discours médiatiques au Sénégal. Le traitement informationnel des événements de décembre 1962 à Dakar », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, 1. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/01.sow>.

⁹ *Ibid.*

Cette contribution se focalise sur les productions du quotidien pro-gouvernemental *Paris-Dakar* et du bulletin d'information quotidien *Info-Sénégal* pour analyser le traitement médiatique de la mort de Lumumba. *Paris-Dakar* est créé le 8 février 1933 sous forme d'un hebdomadaire par le Français Charles de Breteuil. Devenu un quotidien le 5 janvier 1937, *Paris-Dakar* était essentiellement animé par des Français avant les indépendances. Le premier journaliste professionnel de la rédaction, Daniel de Bergevin arrive en 1947 et dirige la rédaction jusqu'aux premières années de l'indépendance¹⁰.

Info-Sénégal est une publication ronéotypée de l'Agence de presse sénégalaise (APS) créée par Mamadou Dia à la veille de l'indépendance par l'ordonnance n°59-054 du 2 avril 1959 pour remplacer l'Agence France presse (AFP) qui alimentait le quotidien *Paris-Dakar*. *Info-Sénégal*. Publiée sur plus d'une dizaine de pages, elle était essentiellement lue par les journalistes et les cadres de l'administration, et constituait une source d'informations très utilisées par *Paris-Dakar* et la radio¹¹.

Le choix de ces deux organes s'explique par le fait qu'ils paraissaient régulièrement et constituaient, par leur proximité avec le pouvoir, une véritable « courroie de transmission¹² » du positionnement du gouvernement sénégalais en termes de politique africaine et étrangère. Par ailleurs, *Paris-Dakar* publie un courrier de lecteurs qui permet de cerner l'état d'esprit des populations sénégalaises de l'époque sur l'actualité nationale et internationale.

Le corpus de presse utilisé dans cet article s'étend sur plusieurs mois, à partir de l'arrestation de Lumumba et de ses compagnons, le 2 décembre 1960, jusqu'au 1^{er} avril 1961, date à laquelle *Paris-Dakar* publie son dernier numéro avant de devenir *Dakar-Matin*. Durant cette période, les informations sur la crise congolaise dans les deux quotidiens proviennent de différentes agences de presse africaine (MENA en Égypte, ACP du Congo, etc.), occidentale (AFP, AP, Reuters, Belga), russe (TASS), indienne (La nouvelle Delhi), et même de certaines radios (*Radio-Moscou*, *Radio Le Caire*, etc.).

Les informations étaient relayées dans un premier temps par l'APS avec son bulletin d'information, *Info-Sénégal*, pour ensuite alimenter les colonnes de *Paris-Dakar*. Ce dernier reprenait de manière très résumée les informations fournies par l'APS ainsi que certaines dépêches des agences de presse accompagnées de quelques commentaires et parfois de contenus visuels. Durant la période concernant notre étude, toutes les dépêches sur la crise congolaise dans *Paris-Dakar* portent la signature de l'APS.

Cet article s'articule autour de quatre parties. La première partie aborde le traitement comparé que les deux organes ont fait de la crise congolaise et de l'arrestation de Lumumba dans un contexte plus large d'événements internationaux majeurs. La seconde se focalise sur le traitement médiatique de la mort du leader congolais à travers les contenus des articles, les commentaires de certains journalistes ou le courrier des lecteurs de *Paris-Dakar*. Dans une troisième partie, il conviendra de questionner la position des autorités sénégalaises à travers l'analyse de ces deux organes de presse très liés au pouvoir politique. Enfin, il sera question de revenir sur l'émotion internationale consécutive à la mort de Lumumba et l'image de ce dernier qui ressort de ces deux quotidiens, participant à l'internationalisation et l'héroïsation de la figure de Lumumba.

Crise congolaise et arrestation de Lumumba

Le 2 décembre 1960, date de la capture de Lumumba, la presse quotidienne reproduit la déclaration de Joseph Mobutu la veille annonçant l'arrestation prochaine du leader congolais¹³. L'assassinat de Lumumba est déjà dans l'air, les soldats qui l'ont capturé, selon les quotidiens, menacent de le fusiller si un avion ne vient pas le chercher¹⁴. Les humiliations physiques et les supplices que Lumumba subit sont illustrés dans *Paris-Dakar* par l'image d'un leader au visage fermé avec le commentaire « Lumumba a souvent l'air triste derrière ses lunettes¹⁵. » L'article rend compte du triste retour de Lumumba à Léopoldville (ancien nom de Kinshasa).

¹⁰ Barry M., *Histoire des médias...*, op. cit., pp. 163-165.

¹¹ Bouzerand J., « La presse écrite à Dakar... », op. cit., p. 21.

¹² Mbaye Alassane Aliou (2011), « Le traitement de l'actualité politique du Sénégal par *Paris-Dakar* et *Dakar-Matin* (1958-1963) », mémoire de maîtrise, Université Cheikh Anta Diop, p.43.

¹³ « Je finirai par mettre la main sur Lumumba », *Info-Sénégal*, 2 décembre 1960.

¹⁴ « L'arrestation de Lumumba », *Paris-Dakar*, 3 décembre 1960.

¹⁵ « Lumumba sera jugé », *Paris-Dakar*, 5 décembre 1960.

Le sort de Lumumba durant cette période devient un objet de concertations et d'inquiétudes mais il n'occupe pas une place importante dans les deux quotidiens. L'accent est plus mis sur l'évolution de la guerre civile, sur l'action de l'Onu au Congo et les séances du Conseil de sécurité à New York au sujet de la situation congolaise. En plus des divergences politiques de ses leaders, le Congo est déchiré par les guerres internes provoquant des milliers de déplacés et une famine inquiétante au Sud Kasai¹⁶. Au même moment, la guerre d'Algérie, à l'ordre du jour au Conseil de sécurité de l'Onu, occupe aussi l'actualité internationale dans les deux quotidiens, faisant parfois de l'ombre à la crise congolaise.

L'Onu est paralysée par l'antagonisme des deux blocs (URSS et Occident) et la défiance de certains pays afro-asiatiques sur la question congolaise. Ces derniers, avec l'URSS, pressent l'Onu et son secrétaire général, Dag Hammarskjöld de libérer les prisonniers congolais. Dans un communiqué rapporté par *Info-Sénégal* et plaidant pour l'organisation d'une assemblée générale sur la situation congolaise le 8 décembre 1960, la délégation soviétique dénonce l'emprisonnement de Lumumba :

Un acte déflagrant arbitraire contre le gouvernement congolais légitime et, sur le plan personnel, contre son chef. Cet acte dépasse de loin tout ce qui s'est passé jusqu'à présent au Congo. Le caractère provocateur de l'action commise contre M. Lumumba est mis en relief par le fait qu'il a été perpétré par ceux-là mêmes qui ont pu se conduire en maîtres du pays grâce à la connivence et en fait la complicité du commandement des Nations unies. C'est avec la plus grande fermeté que la délégation soviétique déclare que le Secrétaire général de l'Onu et le commandement de l'Onu au Congo sont, au premier chef, directement responsables de la sécurité et des vies des membres du gouvernement congolais.¹⁷

Une déclaration conjointe du Ghana, de la Guinée Conakry et de la République arabe unie ([RAU] union éphémère de l'Égypte et de la Syrie de 1958 à 1961) aux Nations unies exige « la libération immédiate de Patrice Lumumba et des ministres du gouvernement légitime », et le rétablissement de « l'autorité légale telle qu'elle était au jour où les Nations unies sont intervenues, ce qui implique la restitution du pouvoir officiel au gouvernement Lumumba, constitutionnellement élu, en laissant au gouvernement et au parlement les mains libres pour assurer leur responsabilité¹⁸. » Les réactions multiples au sujet de l'emprisonnement de Lumumba, rapportées par les deux quotidiens dès les premiers jours de la crise, font percevoir que le prisonnier était considéré comme « un colis piégé¹⁹ » pour les autorités congolaises qui le transfèrent d'un camp militaire de Léopoldville à celui de Thysville.

La mutinerie survenue dans la nuit du 12 au 13 janvier 1961 au camp de Thysville²⁰ où est détenu Lumumba apparaît alors comme un coup d'accélérateur pour son transfert au Katanga le 17 janvier. Elle fait réapparaître progressivement son nom à la une des deux quotidiens²¹ qui relayent les inquiétudes et les réactions internationales concernant ce transfert. *Info-Sénégal* introduit un long compte-rendu sur l'actualité de ce transfert et les différentes réactions qu'il suscite :

Le fait essentiel sur lequel se porte actuellement l'attention au Congo ex-belge est le transfèrement de M. Lumumba, Premier ministre révoqué, du camp de Thysville à une prison, dont le nom est toujours gardé secret, du Nord-Katanga. Cette mesure de sécurité prise à l'encontre de l'ancien chef du gouvernement et de ses partisans a provoqué des réactions diverses, certaines mêmes très vives.²²

Les deux quotidiens évoquent le coup dur que ce transfert constitue pour les partisans de Lumumba et relatent les craintes formulées par les observateurs de le voir emprisonné dans une terre qui lui est hostile et les conséquences que cela pourrait engendrer²³. L'URSS pointe la Belgique en affirmant que « le transfert de M. Lumumba et de ses compagnons dans une prison du Katanga signifie en fait leur remise aux mains des colonialistes belges, parce que le Katanga est sous le régime de l'occupation belge²⁴ ».

¹⁶ « Appel de l'Onu en faveur des réfugiés du Sud-Kasai », *Info-Sénégal*, 24 décembre 1960.

¹⁷ « M. Lumumba est incarcéré à Thysville », *Info-Sénégal*, 4-5 décembre 1960.

¹⁸ « Rétablissement au pouvoir de Lumumba, demandent aux Nations unies Le Caire, Accra et Conakry », *Info-Sénégal*, 23 décembre 1960.

¹⁹ Willame J.-C., *Patrice Lumumba...*, op. cit., pp. 449-451.

²⁰ Les soldats réclament l'augmentation de leur solde, la mise en place d'un nouveau gouvernement et la libération de Lumumba.

²¹ « Troubles sérieux au camp de Thysville, où est incarcéré M. Lumumba », *Info-Sénégal*, 14 janvier 1961 ; « On craint un déclenchement prochain d'événements graves au Congo-Léo », *Paris-Dakar*, 14 janvier 1961.

²² « La situation au Congo ex-Belge », *Info-Sénégal*, 20 janvier 1961.

²³ « M. Lumumba a été transféré au Katanga », *Info-Sénégal*, 19 janvier 1961 ; « Lumumba prisonnier de Tshombé », *Paris-Dakar*, 19 janvier 1961.

²⁴ « La situation au Congo ex-Belge », *Info-Sénégal*, 20 janvier 1961.

La réaction du Président malien Modibo Keita, rapporté par *Info-Sénégal*, est encore plus vive. Selon lui, certains milieux occidentaux recherchent « la liquidation physique » de Lumumba²⁵. Plus tard, le 2 février 1961, son gouvernement, par l'intermédiaire de son délégué à l'Onu Abdoulaye Maiga dénonce :

Un complot qui aurait été monté par le général Mobutu et M. Bomboko avec la complicité du Président Fulbert Youlou (Brazzaville), de M. Henri Spaak, secrétaire général de l'Otan, de M. Jacques Foccart, secrétaire d'État chargé des relations avec la Communauté et de diverses personnalités belges pour assassiner M. Lumumba.²⁶

L'accusation malienne²⁷ recevra un démenti du Congo-Brazzaville, relayé par *Info-Sénégal*, qui considère « les élucubrations de M. Maiga » comme « un mensonge énorme et répété avec assurance »²⁸. Face aux pressions internationales et aux différentes réactions au sein du Conseil de sécurité de l'Onu, un dialogue de sourds s'installe entre cette dernière et les leaders congolais. Des accusations et contre-accusations fusent des deux côtés, chaque partie se renvoyant la balle.

Au-delà des réactions à l'Onu et dans le monde, les deux quotidiens relayent aussi constamment les violences se déroulant au Congo après le transfert de Lumumba, qui occasionnent la demande d'une réunion du Conseil de sécurité le 27 janvier par les délégations des sept États que sont le Ghana, le Mali, la Guinée, le Maroc, la RAU (Égypte et Syrie), la Yougoslavie et Ceylan (Sri Lanka), opposés à l'emprisonnement du leader congolais²⁹. *Info-Sénégal* relaye les pressions exercées sur l'Onu et les leaders congolais (Kasa-Vubu et Moïse Tshombé) pour la libération de Lumumba. On apprend par exemple que le Président tunisien Habib Bourguiba a protesté fermement et a demandé à Dag Hammarskjöld et au Président Joseph Kasa-Vubu de « mettre rapidement un terme à cette tragique situation »³⁰.

C'est dans ce contexte que le vendredi 10 février, le ministère de l'Intérieur de la province sécessionniste du Katanga annonce par communiqué que Lumumba et ses compagnons se sont évadés dans la nuit du 9 au 10 février. *Info-Sénégal* mentionne la visite amicale, au même moment, de l'abbé Fulbert-Youlou du Congo-Brazzaville au Katanga, mais aussi les rumeurs dans certains milieux d'Élisabethville (Lubumbashi) selon lesquelles l'évasion des trois prisonniers allait s'achever par leur mort³¹. Selon le récit de plusieurs observateurs, rapportés par le quotidien le jour suivant : « Il s'agit d'un scénario destiné à camoufler la liquidation physique d'un adversaire politique gênant »³². Le 14 février, les deux quotidiens rapportent la déclaration faite la veille par le ministre de l'Intérieur du Katanga Godefroid Munongo annonçant la mort des évadés tués par des villageois³³.

Sacrifice et fabrique du martyr : le courrier des lecteurs de Paris-Dakar

L'assassinat de Lumumba est l'occasion pour la presse de revenir sur la personnalité du leader congolais, les grandes lignes de son parcours et de son combat politique jusqu'à sa mort annoncée le 13 février 1961. La presse quotidienne met l'accent sur l'internationalisation de la figure de Lumumba et les responsabilités locales, polycéphales et internationales de sa mort³⁴.

Le 14 février 1961, dans *Paris-Dakar*, en gros caractères en haut de la une, on peut lire « Cadavre de Lumumba retrouvé », avec cet intertitre au conditionnel : « Le leader congolais et ses deux compagnons

²⁵ *Ibid.*

²⁶ « Le Conseil de sécurité et le Congo », *Info-Sénégal*, 3 février 1961. Voir aussi à ce sujet Bat Jean-Pierre (2015), *La fabrique des barbouzes : histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde.

²⁷ Ludo de Witte a corroboré cette accusation et a montré comment la mort de Lumumba a été orchestrée à partir de Brazzaville. Les témoignages, rapportés par l'auteur, des acteurs belges qui ont participé à cet assassinat au Katanga, dévoilent que le scénario consistant à camoufler la mort des trois prisonniers a été mis en œuvre à partir du 26 janvier à Brazzaville par le Belge Alexandre Belina, conseiller juridique de Tshombé. Voir de Witte L., *L'assassinat de Patrice Lumumba...*, *op. cit.*, p. 285.

²⁸ « Une mise au point du président Fulbert Youlou à propos d'un complot au Congo ex-belge », *Info-Sénégal*, 9 février 1961.

²⁹ « Sept États demandent la réunion du Conseil de sécurité au sujet du Congo », *Paris-Dakar*, 28 janvier 1961.

³⁰ « La situation au Congo ex-Belge », *Info-Sénégal*, 22-23 janvier 1961.

³¹ « Lumumba et de ses co-détenus se sont échappés », *Info-Sénégal*, 11 février 1961.

³² « Après l'évasion de M. Lumumba : scepticisme de nombreux observateurs », *Info-Sénégal*, 12-13 février 1961.

³³ « Lumumba et ses deux compagnons sont morts », *Info-Sénégal*, 14 février 1961 ; « Le leader congolais et ses compagnons auraient-été massacrés par des villageois fanatiques », *Paris-Dakar*, 14 février 1961.

³⁴ Ramondy K., *Leaders africains assassinés...*, *op. cit.*, p.460.

auraient été massacrés par des villageois fanatiques³⁵. » L'utilisation du conditionnel souligne les soupçons sur les conditions réelles de la mort du leader congolais. *Paris-Dakar* affirme cela en relatant qu'au Caire, un rapport avait déjà annoncé le lundi 13 février au matin, avant la déclaration des autorités katangaises, que Moïse Tshombé avait fait tuer Lumumba³⁶.

Illustration n° 1 : Une de *Paris-Dakar* du 14 février 1961



Illustration n° 2 : Une de *Paris-Dakar* du 15 février 1961



Le rédacteur en chef de *Paris-Dakar*, Daniel Bergevin est encore plus explicite dans son éditorial « Pauvre Congo ! » qui dévoile les doutes émis sur la thèse officielle avancée par le pouvoir katangais :

La mort de Lumumba est entourée de circonstances déplaisantes, c'est le moins qu'on puisse dire. Une des hypothèses que l'on avance le plus est que son évasion - si évasion il y eut, ce qui est déjà suspect - aurait été favorisée pour qu'il tombe finalement avec ses compagnons dans une embuscade d'adversaires fanatiques et sans pitié. Mais beaucoup pensent aussi qu'il aurait pu succomber dans sa prison, aux mauvais traitements qui lui ont été infligés.³⁷

Poursuivant son argumentaire, Daniel Bergevin dénonce l'attitude du ministre katangais, Godefroid Munongo, qui n'affiche ni regret ni empathie vis-à-vis du sort réservé au leader congolais. Cette « mort suspecte », selon le journaliste, ne fait que témoigner de la gravité de la crise congolaise.

La réprobation envers ce crime est unanime selon le quotidien. Le 15 février, *Paris-Dakar* publie en une le télégramme de l'Union générale des travailleurs du Sénégal, signé du secrétaire général Alioune Cissé et adressé au secrétaire général de l'Onu pour protester de façon véhémement contre la « grave atteinte » du

³⁵ « Cadavre de Lumumba retrouvé », *Paris-Dakar*, 14 février 1961.
³⁶ « L'émotion au Caire », *Paris-Dakar*, 14 février 1961.
³⁷ Daniel Bergevin, « Pauvre Congo », *Paris-Dakar*, 14 février 1961.

« droit et de la dignité humaine » que constitue « l'ignoble assassinat de Patrice Lumumba et de ses compagnons³⁸ ».

Le quotidien affirme recevoir de nombreux courriers de lecteurs qui fustigent l'assassinat de Lumumba, l'action néocoloniale des anciens colonisateurs dans les pays néo-indépendants et la trahison de certains leaders congolais. Quelques-uns de ces courriers sont choisis et publiés dès le 20 février. Certains passages des contributions des lecteurs de *Paris-Dakar* renseignent sur la construction mémorielle déjà en cours dès l'assassinat de Lumumba. Un lecteur du nom d'Abdou Diop écrit : « Lumumba est encore plus grand mort que vivant. » Il va même jusqu'à établir un parallélisme entre l'aventure de Lumumba et celle du Christ : « Comme le prophète Jésus, il a été vendu par Kasa-Vubu à Tshombé³⁹ ». Ce passage montre que la construction de Lumumba en prophète est consécutive à l'annonce de sa mort, comme le prouvera plus tard l'accent mis par certains travaux sur son potentiel itinéraire christique⁴⁰.

Le martyr de Lumumba est aussi assimilé à celui des héros africains qui l'ont précédé. Un autre lecteur de *Paris-Dakar*, El Hadj Bécaye Gaye, après avoir fait le procès de l'esclavage et du colonialisme, compare le sacrifice de Lumumba à celui du leader camerounais Um Nyobè tué dans le maquis :

Si leur mort nous arrache des larmes par compassion parce que douloureuse et obscure, tragique et brutale, parce qu'elle prive l'Afrique, beaucoup trop tôt de héros qui ont juré la mort du colonialisme, elle nous apprend aussi à aimer davantage cette Afrique et à accepter comme eux pour sa dignité et son honneur, pour sa libération et son indépendance, l'ultime sacrifice.⁴¹

Un autre lecteur, El Hadj Madior, note le symbole qu'est devenu le nom de Lumumba dans le monde. Ce n'est plus un « nom d'homme » ni un symbole pour seulement l'Afrique comme l'affirmera plus tard Jean Paul Sartre⁴², mais « un point d'interrogation sur la recherche de la paix et sur le rapport des peuples et des civilisations⁴³ ».

Ainsi à travers les quelques réactions de ces lecteurs rapportés par *Paris-Dakar*, on remarque l'unanimité de la réprobation envers ce crime. Mais les autorités sénégalaises partageaient-elles les sentiments de ces lecteurs ?

Info-Dakar et Paris-Dakar, caisses de résonance de la position du gouvernement sénégalais

Les maîtres-mots du gouvernement sénégalais pour évoquer la crise congolaise relayée par les deux quotidiens se résument en ces termes : nécessité d'une « paix négociée », « conciliation » et « réconciliation », rejet des « ingérences étrangères », « plan africain pour le Congo ». Ces éléments de langage sont utilisés dans les différentes interventions des membres du gouvernement sénégalais. Dès le 8 décembre 1960, après l'arrestation et l'emprisonnement de Lumumba, le Président du Conseil Mamadou Dia, dans son discours à l'assemblée générale de l'Onu soutient l'intervention des Nations unies au Congo « pour tenter de rétablir la paix et pour que l'on sorte du chaos⁴⁴ ». Par contre, il dénonce la transposition de la Guerre froide dans ce pays avec l'intervention des deux blocs, tout en invitant l'Onu à « laisser aux Congolais leur autodétermination ». Il demande ensuite de laisser la responsabilité aux « pays africains frères », agissant « sous le contrôle et dans l'esprit » de l'Onu, de faciliter la réconciliation de tous les Congolais⁴⁵. Le 23 janvier 1961, invité à Londres pour des entretiens qui portèrent entre-autres sur le Congo et furent relayés dans les presses sénégalaise et française⁴⁶, Mamadou Dia rappelle que l'essentiel est que les Congolais règlent leur problème à l'abris des

³⁸ « Un télégramme de l'Union générale des travailleurs du Sénégal », *Paris-Dakar*, 15 février 1961.

³⁹ « L'assassinat de Lumumba soulève la réprobation générale », *Paris-Dakar*, 20 février 1961.

⁴⁰ Jewsiewicki Bogumil (1996), « Corps interdits. La représentation christique de Lumumba comme rédempteur du peuple zaïrois », *Cahiers d'études Africaines*, 141-142 : XXXVI-1-2, pp.113-142 ; Raoul Peck (1991), *Lumumba : la mort du prophète*, Film documentaire, 69 mn ; Lassi Étienne-Marie et Tcheuyap Alexie (2009), « Le prophète, son récit et l'histoire : Lumumba au cinéma », *Revue de l'Université de Moncton*, 40(1), pp. 83-105.

⁴¹ « L'assassinat de Lumumba soulève la réprobation générale », art. cité.

⁴² Préface de Jean-Paul Sartre in Van Lierde J., (1963), *La pensée politique...*, op. cit.

⁴³ « L'assassinat de Lumumba soulève la réprobation générale », art. cité.

⁴⁴ « Textes du discours du Mamadou Dia, Président du Conseil du gouvernement le jeudi 8 décembre devant l'assemblée générale des Nations unies », *Info Sénégal*, 24 décembre 1960.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ « Le président Dia est arrivé à Londres », *Paris-Dakar*, 24 janvier 1961 ; « La visite de M. Mamadou Dia à Londres a permis de

ingérences étrangères⁴⁷. Le gouvernement sénégalais évite de prendre parti pour l'un des belligérants de la guerre fratricide congolaise. Pour les autorités sénégalaises, la solution doit venir des Congolais d'abord, mais aussi de l'union entre les pays africains pour aider leurs frères congolais à la réconciliation. Les deux quotidiens publient aussi la note verbale du gouvernement sénégalais adressée le 7 février à Sir Patrick Dean, président du Conseil de sécurité de l'Onu : « Le Sénégal réclame un plan africain pour le Congo et demande aux Nations unies d'ajourner toute décision avant mars afin que toutes les nations africaines puissent se concerter et faire ensemble leurs propositions⁴⁸. »

Les autorités sénégalaises prônent une double solution, intra-congolaise et intra-africaine, qui vise à battre en brèche les interventions des puissances étrangères au Congo, synonymes d'un retour au régime colonial. C'est ce que déplore aussi le Président de la République centrafricaine, M. David Dacko : « Les États africains devraient être consultés avant toute action de l'Onu au Congo [...] On ne nous consulte jamais. On nous engage dans des solutions qui ne sont pas africaines, et l'on aboutit à une crise inextricable⁴⁹. »

Le 14 février 1961, le conseil des ministres réuni sous la direction de Mamadou Dia condamne et marque son indignation vis-à-vis de l'assassinat du leader congolais. Il dénonce les ingérences extérieures qui ont causé le pourrissement de la situation congolaise :

Le Conseil a profité de la communication du Président du Conseil pour flétrir les méthodes qui ont abouti à l'assassinat de Patrice Lumumba.

Ce crime vient rappeler tragiquement l'urgence d'une table ronde sur le Congo. Il est en effet clair que tout retard apporté à la réalisation de cette rencontre conduit à des complications nouvelles [...].

Le Sénégal persiste à dénoncer les ingérences extérieures qui ont abouti au pourrissement de cette situation ; ces interventions, en sabotant notamment les efforts de conciliation que nous avons déployés avec d'autres nations africaines, ont créé les conditions du crime politique que nous dénonçons comme contraire aux droits des gens et aux règles élémentaires de civilisation universelle.

Le Sénégal ne ménagera aucun effort pour aboutir rapidement à l'établissement d'un plan africain pour le Congo, plan qui, en engageant toutes les nations de notre continent, aura toutes les chances de résoudre la grave crise que vit l'Afrique et qui menace la paix internationale.⁵⁰

Deux jours après, l'ambassadeur du Sénégal aux États Unis et délégué à l'Onu, Ousmane Socé Diop, réaffirme au Conseil de sécurité la position du Sénégal sur le problème congolais. Selon le délégué sénégalais, la seule solution pour le Congo et les Congolais est « la recherche d'une conciliation et d'une réconciliation » autour d'une table ronde pour régler leurs différends⁵¹.

Cependant, l'acte le plus symbolique pour saluer la mémoire de Lumumba est posé par le président de la République Léopold Sédar Senghor qui, se trouvant au Ghana, assiste le 15 février avec le président Kwame Nkrumah au service funèbre pour Lumumba et procède au dépôt de gerbes de fleurs en sa mémoire au monument des morts à Accra⁵².

dégager un certain nombre de points de vue communs », *Le Monde*, 26 janvier 1961.

⁴⁷ « Échange de vues positif et satisfaisant », *Paris-Dakar*, 25 janvier 1961 ; « Les entretiens à Londres de Mamadou Dia », *Info Sénégal*, 25 janvier 1961.

⁴⁸ « Le Sénégal réclame un plan africain pour le Congo », *Paris-Dakar*, 10 février 1961 ; « Un communiqué de la présidence du Conseil à propos de l'évolution du problème congolais », *Info Sénégal*, 10 février 1961.

⁴⁹ « M. Dacko partage entièrement le point de vue du Sénégal », *Paris-Dakar*, 10 février 1961.

⁵⁰ « Le conseil des ministres exprime l'indignation du gouvernement sénégalais devant l'assassinat de Patrice Lumumba », *Info Sénégal*, 15 février 1961 ; « Le Conseil des ministres du Sénégal souligne que ce crime vient rappeler tragiquement l'urgence d'une table ronde sur le Congo », *Paris-Dakar*, 15 février 1961.

⁵¹ « L'intervention de M. Ousmane Socé Diop au Conseil de sécurité », *Info Sénégal*, 18 février 1961 ; « Ousmane Socé Diop expose la position du Sénégal devant le Conseil de sécurité des Nations unies », *Paris-Dakar*, 18 février 1961.

⁵² « Le séjour à Accra du Président de la République », *Info Sénégal*, 16 février 1961 ; « Senghor et N'Krumah au service funèbre pour Lumumba », *Paris-Dakar*, 17 février 1961.

Illustration n° 3 : Une de *Paris-Dakar* du 17 février 1961



Illustration n° 4 : Une de *Paris-Dakar* du 23 février 1961



En relayant la position du gouvernement, les deux quotidiens insistent sur la constance affichée par les autorités sénégalaises par rapport à la résolution de la crise congolaise, avant et après la mort de Lumumba. *Paris-Dakar* se félicite de la décision prise par certains États africains, à l’instar du Sénégal, de rejeter la transposition de la Guerre froide au Congo :

Écarter la Guerre froide de l’Afrique, n’est-ce pas la préoccupation majeure dont témoignent toutes les interventions du gouvernement du Sénégal, aussi bien à New-York qu’à Paris, Tunis, Brazzaville, et, plus récemment, Lagos, Monrovia, Accra ? Réjouissons-nous de voir qu’elles n’ont sans doute pas été inutiles.⁵³

Info-Sénégal, reprenant l’éditorial de *Radio Sénégal*, vante « la sagesse des solutions » proposées par les autorités sénégalaises qui, en somme, appellent à la responsabilisation des Africains :

Parce que les Africains sont, plus que n’importe qui, soucieux de l’avenir de l’Afrique, parce qu’ils n’ont pas à faire de surenchère démagogique, parce qu’ils n’ont pas besoin, s’agissant d’eux-mêmes, de tirer les ficelles, ils sont les plus susceptibles de régler entre eux la question congolaise, gagner le combat du Congo uni et indépendant.⁵⁴

⁵³ « Les États africains : “Pas de guerre froide au Congo-Léopoldville” », *Paris-Dakar*, 20 février 1961.

⁵⁴ « Après la mort de Patrice Lumumba : un commentaire de Radio Sénégal », *Info Sénégal*, 16 février 1961.

L'émotion générale causée par l'assassinat de Lumumba n'a pas entaché la conviction des autorités sénégalaises dans les propositions qu'elles avaient formulées pour une sortie de crise au Congo. Face aux nombreuses réactions émotionnelles dans le monde, le gouvernement sénégalais, par la voix des deux organes de presse, insiste sur sa volonté d'œuvrer pour que le leader congolais « continue à servir l'Afrique⁵⁵ ». Pour ce faire, le Sénégal continue de défendre un plan africain au Conseil de sécurité de l'Onu, seul moyen de résoudre la crise congolaise et d'honorer la mémoire de Lumumba.

Émotion internationale et héroïsation de Lumumba

Du 14 au 20 février, la presse quotidienne sénégalaise fait un compte rendu des mouvements de protestations qui secouent le monde suite à la mort de Lumumba. *Paris-Dakar* indique : « Toute la presse des démocraties populaires présente la mort de Lumumba comme un assassinat politique⁵⁶. » *Info-Sénégal* rapporte la déclaration à la radio du président Gamal Abdel Nasser⁵⁷ exprimant « la tristesse et l'émotion » ressenties par le peuple égyptien et le communiqué du gouvernement égyptien :

Le commandement des Nations unies au Congo est responsable, au même titre que les agents du colonialisme belge, du sauvage assassinat perpétré contre la personne de M. Lumumba, combattant intrépide du nationalisme africain, et de ses deux compagnons. L'Organisation des Nations unies, qui devait refléter la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance ainsi qu'être l'expression de la conscience humaine, a trahi sa mission dès le début de son activité au Congo.⁵⁸

Suite à cette déclaration, l'ambassade belge est incendiée au Caire tandis que l'organe de presse gouvernemental égyptien *Al Goumhourya*, paru totalement en noir pour marquer le deuil, appelle les pays libres d'Afrique et d'Asie à « écraser l'impérialisme et venger l'assassinat de Lumumba⁵⁹ ». D'ailleurs, *Paris-Dakar* relate que ces actes au Caire ont entraîné la rupture des relations diplomatiques entre le Caire et Bruxelles le 26 février⁶⁰. À Lagos au Nigéria, les ambassades de Belgique et des États-Unis sont attaquées par des manifestants et l'intervention de la police se solde par l'arrestation de plusieurs dirigeants de la jeunesse nigérienne⁶¹.

Le roi Mohammed V du Maroc dénonce « cet acte odieux qui porte un coup terrible au prestige de l'Onu⁶² ». La Guinée de Sékou Touré par la voix de son ambassadeur M. Diallo Telli réagit devant le Conseil de sécurité : « La mort de Lumumba est le couronnement de l'action de l'Onu au Congo⁶³ ». Modibo Keita va dans le même sens, en annonçant que l'assassinat de Lumumba est « l'aboutissement de la trahison par l'Onu de la mission que les États de bonne foi lui avaient confiée.⁶⁴ »

Au siège de l'Onu à New York, la réunion du Conseil de sécurité sur la crise congolaise est interrompue par des activistes afro-américains appartenant au Comité pour la libération de l'Afrique, qui accusent l'organisation et les États-Unis de l'assassinat de Lumumba⁶⁵. La Pologne et l'URSS vont plus loin en appelant à la destitution de son secrétaire général Dag Hammarskjöld. Malgré les attaques contre ce dernier, *Info-Sénégal* remarque que des soutiens lui sont témoignés par certains pays occidentaux mais aussi par la Tunisie et le Nigéria. Ces deux derniers dénoncent en revanche la responsabilité de la Belgique dans cet assassinat⁶⁶.

Paris-Dakar, dans son éditorial du 15 février, dénonce les décisions prises par le Conseil de sécurité, qui ont été, selon le quotidien, fatales au leader congolais :

Pourquoi n'avoir pas laissé, dans l'affaire congolaise, agir ceux qui, mieux que quiconque, étaient à même de comprendre les problèmes que pose cet immense pays : ses voisins immédiats ?
C'est l'attitude que, depuis longtemps déjà, préconise à l'Onu le gouvernement sénégalais et qu'il rappelait, hier encore,

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ « Après l'assassinat de Lumumba », *Paris-Dakar*, 15 février 1961.

⁵⁷ Le président Nasser qui entretenait des liens forts avec Lumumba avait fourni d'importants moyens pour le soutenir dès l'éclatement de la crise congolaise. Après la mort de Lumumba il accueillit sa famille au Caire.

⁵⁸ « Réactions dans le monde après la mort de Lumumba », *Info Sénégal*, 15 février 1961.

⁵⁹ *Ibid.* ; « L'ambassade de Belgique au Caire est en flammes », *Paris-Dakar*, 16 février 1961 ; « Après l'assassinat de Lumumba », art. cité.

⁶⁰ « Bruxelles rompt avec la RAU. En représailles, Le Caire expulse tous les ressortissants belges », *Paris-Dakar*, 27 février 1961.

⁶¹ « Manifestations à Lagos et heurts entre manifestants et Police », *Paris-Dakar*, 18 février 1961.

⁶² « Réactions dans le monde », *Info Sénégal*, dans ses éditions du 15 au 18 février 1961.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Boukari-Yabara Amzat (2014), *Africa unite. Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, p. 211.

⁶⁶ « Réactions dans le monde », *Info Sénégal*, dans ses éditions du 15 au 18 février 1961.

par le truchement de son délégué permanent à New York. Peut-on encore espérer que la raison et la sagesse finiront par l'emporter ?⁶⁷

En dehors des responsabilités des puissances occidentales, de l'Onu et de son secrétaire général, les quotidiens dénoncent la trahison des leaders congolais. « La clique de Tshombé, Mobutu, Kasa-Vubu », la bande de « traîtres africains », sont dénoncées pour leur complicité avec « l'Occident et les Nations unies » et le déshonneur qu'elles ont jeté sur « la grande famille africaine »⁶⁸.

Comment donc une proie isolée et essouffée comme Lumumba pouvait-elle échapper à cette grande coalition de chasseurs et de sorciers⁶⁹ ? Karine Ramondy identifie quatre étapes dans le processus d'élimination de certains leaders africains assassinés : élimination politique, élimination médiatique, élimination physique et élimination mémorielle. Cette dernière présentée sous le nom de « *damnatio memoriae*⁷⁰ », est importante si l'on analyse les perspectives que dégagent les deux quotidiens. En effet, si Lumumba a perdu les combats politique, médiatique et physique, il a gagné le combat mémoriel⁷¹. Les quotidiens insistent sur l'héroïsation et le début de la construction mémorielle de la figure de Lumumba. Dans un article publié par *Afrique Action* (ancien nom de *Jeune Afrique*) et repris dans *Paris-Dakar*, Aimé Césaire affirme : « Lumumba mort, Lumumba tué, sera pour les colonialistes et leurs valets, plus dangereux que Lumumba vivant⁷². » La « transsubstantiation de Lumumba » lui permet de ressusciter comme un héros populaire dans le monde et d'être célébré comme le combattant panafricain solidement enraciné dans les mémoires, tel un palmier ou un baobab⁷³. Il fait partie « des morts qui troublent profondément la paix des vivants » ; il « est entré dans la légende » et symbolise « désormais la lutte des Africains pour la liberté⁷⁴ ».

Symboliquement, un deuil sans corps est organisé un peu partout dans le monde. La presse quotidienne relate qu'à Bamako, au Mali, une journée de deuil est décrétée et que la population est invitée à prendre part aux manifestations célébrées à la mémoire de Lumumba. Même chose à Conakry en Guinée, où Lumumba se verra décerner à titre posthume, par Sékou Touré, la Croix de la fidélité au peuple⁷⁵.

À partir de sa mort et de « sa double résurrection⁷⁶ », Lumumba, à travers le monde, incarne le nouveau symbole de l'anti-impérialisme : « vive Lumumba - à bas la Belgique », « vive Lumumba - à bas le néo-colonialisme⁷⁷ ».

On peut lire à travers *Info-Sénégal*, qui reprend un commentaire de la radio pro-gouvernementale sénégalaise, que la meilleure façon de marquer sa solidarité au peuple d'un Congo uni et indépendant est de « faire en sorte que Patrice Lumumba puisse continuer à servir l'Afrique, aussi bien mort que vivant », tout en soulignant que « l'action et la mort de Lumumba ne devaient pas être utilisées à des fins de propagande⁷⁸ ». Il était évident que l'avenir du Congo était désormais lié, *ad vitam aeternam*, à la personne de Lumumba et que les tentatives de récupération du mythe naissant et de légitimation politique allaient être monnaie courante⁷⁹.

Le « héros sans sépulture⁸⁰ » apparaît dans les deux quotidiens comme un martyr, un héros, le nouveau symbole de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme dans le monde. Selon *Info-Sénégal*, au Caire, Lumumba est même considéré comme le « Abraham Lincoln du Congo⁸¹ ».

⁶⁷ « Ramener la paix au Congo », *Paris-Dakar*, 15 février 1961.

⁶⁸ Réactions dans le monde après la mort de Lumumba », *Info Sénégal*, 15 février 1961.

⁶⁹ Omasombo Jean Tshonda (2004), « Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation », *Cahiers d'études africaines*, 173-174. En ligne, consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/4605>.

⁷⁰ Ramondy K., *Leaders africains assassinés...*, op. cit., p. 217.

⁷¹ Tout récemment en juin 2022, la relique de Lumumba, constituée par une de ses dents, a été rendue au Congo par la Belgique.

⁷² « La passion de Lumumba », *Paris-Dakar*, 27 février 1961.

⁷³ Gyssels Kathleen (2017) « "Je me souviens" : Lumumba dans la poésie diasporique africaine, de René Depestre à Langston Hughes », *Nouvelles études francophones*, 32(1), p.137.

⁷⁴ « Réactions dans le monde », *Info Sénégal*, dans ses éditions du 15 au 18 février 1961.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Double résurrection (artistique et mémorielle par la réhabilitation de Mobutu). Voir Lassi É.-M. et Tcheuyap A., « Le prophète, son récit et l'histoire... », art. cité.

⁷⁷ « Réactions dans le monde », *Info Sénégal*, dans ses éditions du 15 au 18 février 1961.

⁷⁸ « Après la mort de Patrice Lumumba : un commentaire de Radio Sénégal », *Info Sénégal*, 16 février 1961.

⁷⁹ Joseph Mobutu, profita de cette opportunité en élevant le 30 juin 1966 Lumumba au rang de héros national.

⁸⁰ Diagne Souleymane Bachir, « Patrice Lumumba et la notion de peuple », in *Mélanges offerts au Professeur Cheikh Bâ*, pp. 635-639.

⁸¹ « Réactions dans le monde après la mort de Lumumba », *Info Sénégal*, 15 février 1961.

Cependant, aussi vite qu'il est apparu sur la scène politique, le nom de Lumumba, bien que définitivement ancré dans la mémoire populaire, disparaît progressivement de l'environnement médiatique, dans les deux quotidiens, quelques jours après sa mort à partir de fin février 1961. Le pourrissement de la situation congolaise avec l'offensive des forces lumumbistes de Stanleyville, la dislocation des forces onusiennes (certains pays menacent de rappeler leurs troupes présentes chez les casques bleus), réoriente la focale médiatique sur la crise.

La mort du roi Mohammed V du Maroc le 26 février 1961 achève d'éclipser la mort de Lumumba dans les deux quotidiens mais n'empêche pas le suivi de la crise congolaise dont les événements se succèdent à une grande vitesse. La situation au Congo tient une place prépondérante dans les deux quotidiens jusqu'au dernier numéro de *Paris-Dakar* en avril 1961.

Les deux quotidiens *Info-Sénégal* et *Paris-Dakar*, instruments médiatiques de la politique extérieure du gouvernement sénégalais, ont relayé le point de vue de ce dernier sur l'assassinat de Lumumba et plus largement de la crise congolaise. La position du Sénégal était clairement énoncée dans les deux journaux : condamner toute ingérence des puissances extérieures dans cette crise et favoriser une solution entre Congolais autour d'une table ronde avec l'aide des autres pays africains. Malgré l'opposition des deux blocs, les autorités sénégalaises, incarnées par le tandem Senghor et Dia, ont défendu la position du Sénégal au Conseil de sécurité de l'Onu rejetant de fait les différents plans avancés par les grandes puissances pour résoudre la crise congolaise. Pour le gouvernement sénégalais, seul un plan africain pouvait préserver l'indépendance et l'unité du Congo.

L'évolution de la crise congolaise, les interventions au sein du Conseil de sécurité de l'Onu sur la crise et les forces onusiennes déployées sur le sol congolais reçurent un traitement important, de la part des deux quotidiens. Cependant, la simultanéité d'autres événements internationaux et l'accélération de la crise congolaise n'ont pas été propices au leader congolais lors de son emprisonnement.

À l'annonce de la mort de Lumumba et de ses compagnons, les deux quotidiens ont rapporté l'indignation des autorités sénégalaises et les témoignages de certains lecteurs envers cet assassinat. Par contre, ils ne mentionnent pas l'existence de mouvements d'indignation ou de protestation au Sénégal ; or, ils ont existé. Selon l'hebdomadaire catholique *Afrique Nouvelle*⁸², dont la ligne éditoriale était plus indépendante, les « étudiants de toutes couleurs » ont bel et bien manifesté dans les rues de Dakar⁸³. Sans nous avancer sur les causes ayant poussé les deux quotidiens pro-gouvernementaux à ne pas traiter ces mouvements d'indignation, la volonté du gouvernement de contrôler l'information et de consolider l'État sénégalais, au lendemain des indépendances, semble être une hypothèse envisageable pour expliquer ce silence.

Les deux quotidiens ont rendu compte de l'onde de choc qu'a provoquée cet assassinat dans le monde. Le choc émotionnel dans le monde et l'élan de solidarité internationale ont précipité la construction mémorielle de la figure de Lumumba. L'impact de celui qui est vu par certains panafricanistes comme un martyr congolais reste très prégnant aujourd'hui, car il préférerait mourir, selon la dernière lettre qu'il a adressée à sa femme, « la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée⁸⁴ » du Congo mais aussi de l'Afrique.

Sa mort lui donna ce don d'ubiquité d'être partout à la fois évoluant dans l'espace et le temps au Congo, au Sénégal et ailleurs, hier, aujourd'hui et demain. Aujourd'hui encore Lumumba reste une figure qui inspire la jeunesse panafricaine.

Cheikh Ahmadou Tidiane Mané
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, CHS (France)

⁸² Hebdomadaire catholique diffusé à Dakar. Abonné à l'AFP et l'APS, il était distribué dans 9 États de l'Afrique de l'Ouest.

⁸³ « Après la mort de Lumumba », *Afrique Nouvelle*, 22 février 1961.

⁸⁴ « La dernière lettre de Patrice Lumumba à sa femme », *Jeune Afrique*, 17 janvier 2011.

Bibliographie

- BARRY Moustapha (2013), *Histoire des médias au Sénégal : de la colonisation à nos jours*, Paris, L'Harmattan.
- BAT Jean-Pierre (2015), *La fabrique des barbouzes : histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde.
- BENSIGNOR François (2020), « Hommage à Manu Dibango », *Hommes & Migrations*, 1330(3), pp. 228-233.
- BOUKARI-YABARA Amzat (2014), *Africa unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte.
- BOUZERAND Jacques (1967), « La presse écrite à Dakar : sa diffusion, son public », thèse de doctorat en sociologie, Université Cheikh Anta Diop.
- BRASSINNE Jacques (1990), *Enquête sur la mort de Patrice Lumumba*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Libre de Bruxelles.
- DE VOS Pierre (1961), *Vie et mort de Lumumba*, Paris, Calmann-Lévy.
- DE WITTE Ludo (1999), *L'assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala.
- DIAGNE Souleymane Bachir (2003), « Patrice Lumumba et la notion de peuple », in A. BÂ et P. DIAGNE (dir.), *Mélanges offerts en hommage au professeur Cheikh Bâ*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, pp. 635-639.
- GALPIN-DECAUX Marie (2001), « Lumumba, Mobutu et Tshombé à travers la presse française entre juillet 1960 et décembre 1965 : *Le Monde*, *Le Figaro*, *La Croix* et *L'Humanité* », mémoire de maîtrise en histoire contemporaine, Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- GYSSELS Kathleen (2017), « “Je me souviens” : Lumumba dans la poésie diasporique africaine, de René Depestre à Langston Hughes », *Nouvelles études francophones*, 32(1), pp. 128-143.
- JEWSIEWICKI Bogumil (1996), « Corps interdits. La représentation christique de Lumumba comme rédempteur du peuple zaïrois », *Cahiers d'études Africaines*, 141-142, pp. 113-142.
- LASSI Étienne-Marie et TCHEUYAP Alexie (2009), « Le prophète, son récit et l'histoire : Lumumba au cinéma », *Revue de l'Université de Moncton*, 40(1), pp. 83-105.
- MBAYE Alassane Aliou (2011), « Le traitement de l'actualité politique du Sénégal par *Paris-Dakar* et *Dakar-Matin* (1958-1963) », mémoire de maîtrise en histoire, Université Cheikh Anta Diop.
- MORUE Brigitte (1980), « Lumumba à travers la presse belge », mémoire de journalisme, Université libre de Bruxelles.
- M'BOKOLO Elikia (2000), « L'Afrique entre deux millénaires », *Journal des africanistes*, 70(1-2), pp. 357-372.
- OMASOMBO Jean Tshonda (2004), « Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation », *Cahiers d'études africaines*, 173-174. En ligne, consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://journals.openedition.org/etudesaficaines/4605>.
- OMASOMBO Jean Tshonda, VERHAEGEN Benoît (2005), *Patrice Lumumba, acteur politique : de la prison aux portes du pouvoir, juillet 1956-février 1960*, Paris, L'Harmattan.
- PASQUIER Roger (1962), « Les débuts de la presse au Sénégal », *Cahiers d'études africaines*, 2(7), pp. 477-490.
- RAMONDY Karine (2020), *Leaders africains assassinés en Afrique centrale, 1958-1961. Entre construction nationale et régulation des relations internationales*, Paris, L'Harmattan.
- SÈNE Diégane (2017), *Histoire de la presse sénégalaise : des origines à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan.
- SOW Mouhamadou Moustapha (2021), « Crise politique et discours médiatiques au Sénégal. Le traitement informationnel des événements de décembre 1962 à Dakar », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, 1. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/01.sow>.
- VAN LIERDE Jean (1963), *La pensée politique de Lumumba*, Paris, Présence africaine.
- WILLAME Jean-Claude (1990), *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala.